

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	53	22

N° de la séance : 09

Objet de la délibération : Coordination
Administrative et Etudes - Gestion de crise
- Mise à disposition de personnels

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2018.042

Date de la convocation :
Le 03/04/2018

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **16 AVR. 2018**

de la réception s/Préfecture
en date du **17 AVR. 2018**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 09 avril 2018

L'an deux mil dix-huit et le 09 avril à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de avril, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Serge MAUREL, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Angèle MURATORI, Colette ZALMA, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Albert CALAMUSO, Patrick CHAGNEAU, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Abderrazak SALOUH, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Déborah MINEI, Khéra BADAoui

PROCURATIONS :

Jean-Bernard MION à Déborah MINEI, Joseph VALETTE à René TRASTOUR, André-Luc SEITHER à Anne-Marie DUMONT, Patrick DULBECCO à Audouin RAMBAUD, Jacques GENTE à Anne-Marie BOUSQUET, Cléa PUGNAIRE à Bernard MONIER, Afrim KACA à Jean LEONETTI, Eric DUPLAY à Marguerite BLAZY, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE à Yves DAHAN

ABSENTS :

Guy GIRAUD, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Matthieu GILLI, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame DEBRAS,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-4-1, III et D. 5211-16,

VU la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2017.125 du 9 octobre 2017 portant prise de la compétence « gestions des milieux aquatiques et prévention des inondations » et de missions hors GEMAPI »,

VU la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2017.126 du 9 octobre 2017 portant prise de la compétence « gestion des eaux pluviales »,

VU l'avis du comité technique de la C.A.S.A. du 26 mars 2018 sur le présent projet de convention de mise à disposition de services,

VU l'avis du comité technique de la commune d'Antibes du 17 avril 2018 sur le présent projet de convention de mise à disposition de services.

Au 1^{er} janvier 2018, la C.A.S.A. s'est vue transférer de plein droit par ses communes membres, la compétence relative à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations, intégrée aux compétences obligatoires des communautés d'agglomération par loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM.

La C.A.S.A considère que la gestion des eaux pluviales est étroitement liée à la Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), et plus particulièrement sur les aspects de défense contre les inondations.

C'est pourquoi, considérant que la compétence GEMAPI devient une compétence légale obligatoire des communautés d'agglomération au 1^{er} janvier 2018, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis s'est dotée simultanément de la compétence de gestion des eaux pluviales au 1^{er} janvier 2018, et ce au titre de ses compétences facultatives.

Dans ce cadre, et en application de l'article L. 5211-4-1 I du C.G.C.T, le service de gestion des eaux pluviales de la commune d'ANTIBES, ainsi que les agents qui le composaient, ont été transférés à la C.A.S.A. Cette commune dispose également d'un service de la protection civile urbaine, chargé de la gestion des crises (par exemple neige, inondations, raz-de-marée...), lorsque celles-ci surviennent.

Compte-tenu d'un fonctionnement ancien et spécifique à cette commune, il est apparu qu'il était fait appel aux agents affectés au service de gestion des eaux pluviales, sous forme d'astreinte, uniquement en cas de crise, par le service de protection civile urbaine pour réaliser certaines manœuvres de terrain, afin d'agir en support dans le cadre de la gestion ladite crise.

Cependant, tenant leur connaissance spécifique et ancienne du terrain et du fonctionnement des services communaux en cas de crise, et afin de garantir l'efficacité de l'action communale dans une telle situation et in fine la sécurité publique, il est opportun que les agents de l'Unité Opérationnelle du Service Exploitation de la Direction Adjointe GEMAPI Eaux Pluviales de la C.A.S.A puissent, en cas de crise, continuer à intervenir avec le service de protection civile urbaine de la commune d'ANTIBES.

Il est donc, dans le cadre d'une bonne organisation des services de la C.A.S.A et de la commune d'ANTIBES, d'intérêt que l'Unité Opérationnelle du Service Exploitation de la Direction Adjointe GEMAPI Eaux Pluviales de la C.A.S.A soit mise à disposition partiellement de la commune d'ANTIBES dans les conditions fixées par le projet de convention joint.

L'objet de cette convention est de fixer les conditions de la mise à disposition de l'Unité Opérationnelle du Service Exploitation de la Direction Adjointe GEMAPI Eaux Pluviales de la C.A.S.A dont la liste du personnel est annexée, vers la commune d'ANTIBES dans les cas de crise recensés dans le document d'information communal sur les risques majeurs DICRIM et inscrits au Plan Communal de Sauvegarde PCS.

La convention est conclue avec la Commune d'Antibes, toutefois ce dispositif pourrait être étendu aux autres communes de la C.A.S.A après instruction de leurs demandes concernant les modalités de mise en œuvre.

Ainsi, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention de mise à disposition de services partielle entre la C.A.S.A et la Commune d'Antibes dans le cadre de la gestion de crises, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée aux risques Naturels à signer ladite convention.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention de mise à disposition de services partielle entre la C.A.S.A et la Commune d'Antibes dans le cadre de la gestion de crises, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée aux risques Naturels à signer ladite convention.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 09 avril 2018
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



**Convention de mise à disposition de services partielle entre la C.A.S.A et la Commune d'Antibes
sur le fondement de l'Article L.5211-4-1 du C.G.C.T dans le cadre de la gestion de crise**

Entre les soussignées

D'une part,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis C.A.S.A., représentée par sa Vice-Présidente déléguée aux Risques Naturels, Madame Guilaine DEBRAS en exercice, habilitée par délibération du Conseil Communautaire en date du 9 avril 2018
Domicilié es qualités 449, route des Crêtes
06560 SOPHIA ANTIPOLIS,

Dénommée ci-après « **La C.A.S.A** »,

Et

D'autre part, la Commune d'ANTIBES, membre de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, représentée par son Maire en exercice, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du

Domicilié es qualités Hôtel de ville, Cours Masséna
06600 ANTIBES

Dénommée ci-après « **la Commune** »,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-4-1, III et D.5211-16,

VU la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2017.125 du 9 octobre 2017 portant prise de la compétence « gestions des milieux aquatiques et prévention des inondations » et de missions hors GEMAPI » ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2017.126 du 9 octobre 2017 portant prise de la compétence « gestion des eaux pluviales ».

VU l'avis du comité technique de la C.A.S.A. du 26 mars 2018 sur le présent projet de convention de mise à disposition de services,

VU l'avis du comité technique de la commune D'ANTIBES du 17 avril 2018 sur le présent projet de convention de mise à disposition de services,

Exposé préalable

A compter du 1^{er} janvier 2018, la C.A.S.A. s'est vue transférer de plein droit par ses communes membres la compétence relative à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations, intégrée aux compétences obligatoires des communautés d'agglomération par loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM.

La C.A.S.A considère que la gestion des eaux pluviales est étroitement liée à la Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), et plus particulièrement sur les aspects de défense contre les inondations.

C'est pourquoi, considérant que la compétence GEMAPI devient une compétence légale obligatoire des communautés d'agglomération au 1^{er} janvier 2018, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis s'est dotée simultanément de la compétence de gestion des eaux pluviales au 1^{er} janvier 2018, et ce au titre de ses compétences facultatives.

Les conseils municipaux des communes membres de la C.A.S.A. s'étant prononcés favorablement au transfert, la communauté d'agglomération est devenue compétente en matière de gestion des eaux pluviales urbaines à compter du 1^{er} janvier 2018.

Dans ce cadre, et en application de l'article L.5211-4-1 I du C.G.C.T, le service de gestion des eaux pluviales de la commune d'ANTIBES, ainsi que les agents qui le composent, ont été transférés à la C.A.S.A.

Cette commune dispose également d'un service de la protection civile urbaine, chargé de la gestion des crises (par exemple neige, inondations, raz-de-marée...), lorsque celles-ci surviennent.

Compte-tenu d'un fonctionnement ancien et spécifique à cette commune, il est apparu qu'il était fait appel aux agents affectés au service de gestion des eaux pluviales, sous forme d'astreinte, uniquement en cas de crise, par le service de protection civile urbaine pour réaliser certaines manœuvres de terrain, afin d'agir en support dans le cadre de la gestion ladite crise.

Le service de protection civile urbaine faisait appel à ces agents de manière aléatoire et exceptionnelle, les agents concernés ont, d'un commun accord entre la C.A.S.A. et la commune d'ANTIBES, été transférés au sein de la C.A.S.A.

Cependant, tenant leur connaissance spécifique et ancienne du terrain et du fonctionnement des services communaux en cas de crise, et afin de garantir l'efficacité de l'action communale dans une telle situation et *in fine* la sécurité publique, il est opportun que les agents de l'Unité Opérationnelle du Service Exploitation de la Direction Adjointe GEMAPI Eaux Pluviales de la C.A.S.A puissent, en cas de crise, continuer à intervenir avec le service de protection civile urbaine de la commune d'ANTIBES.

Il est donc, dans le cadre d'une bonne organisation des services de la C.A.S.A et de la commune d'ANTIBES, d'intérêt que l'Unité Opérationnelle du Service Exploitation de la Direction Adjointe GEMAPI Eaux Pluviales de la C.A.S.A soit mis à disposition partiellement de la commune d'ANTIBES dans les conditions fixées par la présente convention.

L'objet de la présente convention est de fixer les conditions de la mise à disposition de l'Unité Opérationnelle du Service Exploitation de la Direction Adjointe GEMAPI Eaux Pluviales de la C.A.S.A dont la liste du personnel est annexée, vers la commune d'ANTIBES dans les cas de crise visés à l'article 1^{er}.

Il a donc été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 – Objet et conditions générales

Après avoir informé les organes délibérants, recueilli l'avis du comité technique de la C.A.S.A en date du 26 mars 2018 et celui de la commune d'ANTIBES en date du 17 avril 2018 la C.A.S.A met partiellement à disposition de la commune d'ANTIBES certains agents appartenant à l'Unité Opérationnelle du Service Exploitation de la Direction Adjointe GEMAPI Eaux Pluviales de la C.A.S.A.

Cette mise à disposition est partielle et concerne 16 agents dont la liste est annexée à la présente convention.

Cette mise à disposition de services interviendra dans le cadre de la gestion de crise. La gestion de crise est l'ensemble des modes d'organisation, des techniques et des moyens qui permettent à une organisation de se préparer et de faire face à la survenance d'une crise.

Les cas de crise concernés :

- **Risques recensés dans le document d'information communal sur les risques majeurs DICRIM et inscrits au Plan Communal de Sauvegarde PCS**

Les modalités de communication : il sera fait appel verbalement au responsable d'astreinte du service puis confirmée, sous 24 h, par écrit (courrier, courriel, fax). Le coordinateur des moyens municipaux indiquera la levée du dispositif.

Le fonctionnement du système d'alerte : vigilance météo et missions motivées par le responsable de la PCU, coordinateur de moyens au regard des risques envisageables.

Les agents mobilisés utiliseront les moyens matériels de la C.A.S.A.

Article 2 – Durée de la mise à disposition

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, à compter de l'accomplissement de toutes les formalités de publication légales et réglementaires. Elle pourra être renouvelée par reconduction expresse annuellement.

Article 3 – Modification de la convention

Cette convention pourra être modifiée à tout moment par avenant avec l'accord des parties. La liste des agents mis à disposition pourra être modifiée, d'un commun accord entre les parties et par information donnée par la C.A.S.A. à la commune par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 4 - Modalités d'exécution des missions

Article 4.1 - Prérogatives et obligations de la collectivité d'accueil

Article 4.1.1 - Instructions données au service mis à disposition

Les agents publics territoriaux concernés sont de plein droit mis à la disposition partiellement de la commune pour la durée de la convention dans le cadre de la gestion de crise.

Ils sont placés, pour l'exercice de leurs fonctions, sous l'autorité fonctionnelle du maire de la commune. Il est désigné un responsable d'équipe, référent des agents mis à disposition, interlocuteur privilégié du service de protection civile urbaine.

Le maire adresse, éventuellement par le biais du chef du service de protection civile urbaine, directement au chef d'équipe des agents mis à disposition listés en annexe, les instructions nécessaires à l'exécution des

tâches, qu'il contrôle. Ces agents répondront aux instructions données par le Responsable de Service de la Protection Civile et Urbaine, coordinateur des moyens communaux en situation de crise.

Le Président de la C.A.S.A demeure toutefois l'autorité hiérarchique des agents mis à disposition, et continue de gérer leur situation administrative (position statutaire et déroulement de carrière). Le président de la C.A.S.A, en sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, exerce également le pouvoir disciplinaire. Il est saisi au besoin par la commune.

L'évaluation individuelle annuelle (entretien professionnel) de l'agent mis à disposition continue de relever de la C.A.S.A.

La liste des fonctionnaires et agents non titulaires concernés par cette situation figure en Annexe de la présente convention.

Cf. Annexe à la présente

Article 4.1.2 - Conditions matérielles d'exécution de la mission

Les conditions d'exercice des fonctions mises à disposition au sein de la commune sont établies par cette dernière.

Toutefois, les autres modalités liées aux conditions de travail des personnels mis à disposition sont fixées par la C.A.S.A, laquelle prend notamment les décisions relatives aux absences, congés annuels, congés pour indisponibilité physique et en informe la commune qui, sur ce point, peut émettre des avis si elle le souhaite. Par ailleurs, la C.A.S.A délivre les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés pour formation professionnelle ou pour formation syndicale après information de la Commune si ces décisions ont un impact substantiel sur celle-ci.

La C.A.S.A verse aux agents concernés par la mise à disposition la rémunération correspondant à leur grade ou à leur emploi d'origine (traitement et le cas échéant supplément familial de traitement, indemnité de résidences, primes et indemnités diverses).

Article 4.2 - Dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la convention de mise à disposition des agents de l'Unité Opérationnelle du Service Exploitation de la Direction Adjointe GEMAPI Eaux Pluviales de la C.A.S.A est assuré, dans les conditions prévues par ladite convention, par le service mis à disposition et la commune.

A cet effet, le chef de mission remet au représentant de la commune un tableau retraçant le temps de travail consacré (à titre informatif) et la nature des missions accomplies, conformes à la description détaillée conventionnellement.

La reconnaissance du service fait permet à la C.A.S.A d'émettre un titre de recettes correspondant aux missions réalisées par l'Unité Opérationnelle du Service Exploitation de la Direction Adjointe GEMAPI Eaux Pluviales de la C.A.S.A.

Article 5 – Conditions de remboursement des frais de fonctionnement du service mis à disposition

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-4-1, IV du C.G.C.T, la mise à disposition des services de la C.A.S.A. au profit de la commune fait l'objet d'un remboursement par cette dernière des frais de fonctionnement du service mis à disposition.

Le remboursement des frais de fonctionnement de la partie de l'Unité Opérationnelle du Service Exploitation de la Direction Adjointe GEMAPI Eaux Pluviales de la C.A.S.A mis à disposition s'effectue sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement, multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement (exprimé en jours) constaté par la commune.

La détermination du coût unitaire journalier prend en compte la prévision d'utilisation de la partie de l'Unité Opérationnelle du Service Exploitation de la Direction Adjointe GEMAPI Eaux Pluviales de la C.A.S.A mis à disposition, exprimée en unité de fonctionnement.

Le coût unitaire journalier comprend les charges liées au fonctionnement du service et en particulier les charges de personnel, les fournitures, le coût de renouvellement des biens et les contrats de services rattachés, (autres...) à l'exclusion de toute autre dépense non strictement liée au fonctionnement du service. Il est constaté à partir des dépenses des derniers comptes administratifs, actualisées des modifications prévisibles des conditions d'exercice de l'activité au vu du budget primitif de l'année.

Le coût de la mise à disposition des agents listés en annexe de la présente convention est établi à partir du coût unitaire de fonctionnement du service mise à disposition multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement (exprimé en jours) constaté par la commune.

Ce coût horaire est établi comme suit :

- 33€/heure pour un agent de catégorie A
- 22€/heure pour un agent de catégorie B
- 16.50€/heure pour un agent de catégorie C

Ce montant forfaitaire sera valorisé par le montant des astreintes de sécurité et par l'application au prix initial d'un coefficient C de révision des prix au premier janvier de chaque année civile, donné par la formule :

$$C = 0,125 + 0,875 \text{ Im/Io}$$

Im et Io sont les valeurs prises de l'index ingénierie (ING) respectivement au mois m0 (mois d'origine) et au mois m (mois de révision).

Sur cette base, la convention de mise à disposition de service mentionne expressément le coût estimatif de la mission.

Le paiement est effectué annuellement suite à l'émission d'un titre de recettes par la C.A.S.A dans un délai de trente (30) jours à compter de l'acceptation contradictoire de l'effectivité des tâches.

Article 6 – Modalités de résiliation de la convention de mise à disposition

La présente convention pourra prendre fin de manière anticipée à la demande de l'une des deux parties pour un motif d'intérêt général lié à l'organisation de ses propres services à l'issue d'un délai de préavis de trois (3) mois. Cette décision fera l'objet d'une information par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de résiliation anticipée ou d'expiration de la présente convention, aucune indemnisation n'est à verser par une partie à l'autre, si ce n'est au titre des remboursements des frais afférents à la mise à disposition, dans les conditions fixées par la présente convention.

Article 7 - Responsabilités et Assurance

La Commune doit souscrire une ou plusieurs police(s) d'assurance garantissant sa responsabilité à l'égard de la C.A.S.A pendant toute la durée de la présente convention et couvrant la réalisation de l'ensemble des missions visées ci-avant.

A ce titre, une ou plusieurs attestation(s) d'assurance est (sont) transmise(s) par la Commune dans les

quinze (15) jours suivant le début d'exécution de la présente convention.

Enfin, il est convenu d'un commun accord qu'en cas de dommages, accidents, défauts, malfaçons, vices cachés ou autres sinistres, la responsabilité de la C.A.S.A ne pourra être engagée à raison de cette mise à disposition.

En effet, la Commune restant responsable, tous les dommages, accidents, défauts, malfaçons, vices cachés ou autres sinistres résultant des actions réalisées dans le cadre de la présente convention seront pris en charge par son ou ses assurance(s).

Article 8 – Litiges

Les parties conviennent que les litiges qui résulteraient de l'application de la présente convention feront l'objet d'une tentative de conciliation et d'un recours administratif préalable adressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

A défaut de conciliation, les litiges sont soumis au Tribunal Administratif de Nice, dans le respect des délais de recours applicables.

Article 9 – Dispositions terminales

La présente convention sera transmise par chacune des parties en Préfecture et notifiée aux services concernés ainsi qu'aux trésoriers et aux assureurs respectifs des parties.

Fait en deux (2) exemplaires à Sophia Antipolis

**Pour la Communauté d'agglomération Sophia
Antipolis**

Pour la commune d'ANTIBES

**La Vice - Présidente déléguée aux Risques
Naturels
Guilaine DEBRAS**

**Le Maire
Jean LEONETTI**

Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis- Direction des Réseaux - Direction Adjointe GEMAPI Eaux Pluviales

Nombre d'agents	Fonctions	Catégorie	Cadre d'emploi	Temps de travail à l'agent	% de temps affecté à la mise à disposition
13	Agent d'exploitation et d'entretien de la voirie affecté à l'entretien des vallons et des ouvrages pluviaux	C	Adjoint technique	35h	Partielle
2	Responsable d'équipe	C	Adjoint technique	35h	Partielle
1	Responsable de l'unité opérationnelle	C	Agent de maitrise	35h	Partielle



ANTIBES

DICRIM

Document d'Information Communal sur le Risque Majeur

***LES RISQUES NATURELS ET
TECHNOLOGIQUES***

L'ACCIDENT MAJEUR EST UNE SITUATION EXCEPTIONNELLE QUI APPELLE UNE ORGANISATION EXCEPTIONNELLE. IL FAUT DONC SE PREPARER ET GERER L'EVENEMENT, EN EXAMINANT LES PRINCIPALES CONSIGNES EN CAS D'ALERTE

C'EST GRACE A L'ANALYSE DES EVENEMENTS TRAGIQUES QU'ILS SOIENT TECHNOLOGIQUES OU NATURELS, SURVENUS DANS LE MONDE CES DERNIERES ANNEES, QU'UNE ATTITUDE EFFICACE DE PREVENTION A PU ETRE MISE EN PLACE

LA CONDUITE A TENIR DANS TOUS LES CAS

S'INFORMER

En cas d'alerte, il est très important de pouvoir s'informer très vite sur la nature du risque, ainsi que les premières consignes à appliquer.

Le meilleur moyen pour être tenu au courant est de se mettre immédiatement à l'écoute des médias.

NE PAS ALLER CHERCHER LES ENFANTS A L'ECOLE

Les enseignants et les éducateurs sont là pour assurer leur sécurité. Ils sont les mieux informés des conduites à tenir avec les enfants, en cas d'alerte.

La rédaction d'un Plan Particulier de Mise en Sécurité est rédigée avec l'aide des services compétents.

Il faut faire confiance à l'établissement scolaire

NE PAS TELEPHONER

La tentation est grande d'utiliser le téléphone dans ces circonstances pour obtenir des nouvelles ou des renseignements divers.

Le réseau téléphonique doit rester libre pour les secours

Soyez patient, même si l'information peut sembler longue à venir.

Pour prévenir les secours d'une Urgence et uniquement dans ce cas

COMPOSEZ LE

18 par le téléphone fixe

112 par le portable

Soyez précis et bref dans votre message



LE RISQUE INONDATION

COMMENT EST DONNEE L'ALERTE?

- ▶ **La météo est exceptionnelle (Bulletins vigilance météo)**
- ▶ Des panneaux d'interdiction de circuler sont sur les zones inondables (Panneaux à messages variables) ainsi que des barrières.
- ▶ L'alerte est donnée avant que l'inondation ne soit effective.
- ▶ Les populations dans les zones à fortes probabilités d'inondation sont informées de l'alerte par message téléphoné si vous êtes inscrits sur le serveur d'alerte.

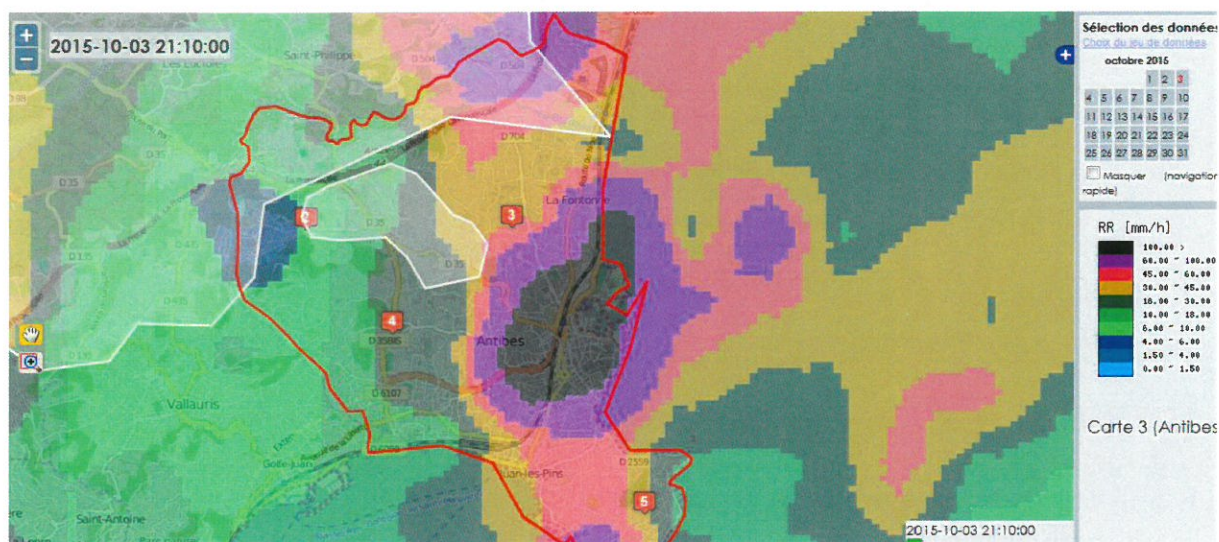


Route de grasse, novembre 2014

QUE FONT LES SERVICES MUNICIPAUX ?

La gestion de crise est prise en charge par la Protection Civile Urbaine, service municipal spécialisé qui devient centre opérationnel dès l'apparition d'une pré-alerte. Les moyens techniques de la ville sont mis à la disposition de ce service, qui peut aussi réquisitionner des entreprises et moyens privés si nécessaire.

Antibes est touchée par des événements de type "crues éclair", pour lesquels la prévision est très difficile. La ville est dotée d'une plateforme hydro météo lui permettant d'anticiper les précipitations.



Précipitations du 3 Octobre 2015 à 21h10

Un système de diffusion d'alerte a été mis en place. Les personnes habitant en zone inondable et souhaitant bénéficier de ce service trouveront la fiche d'inscription (service gratuit) sur le site Internet :

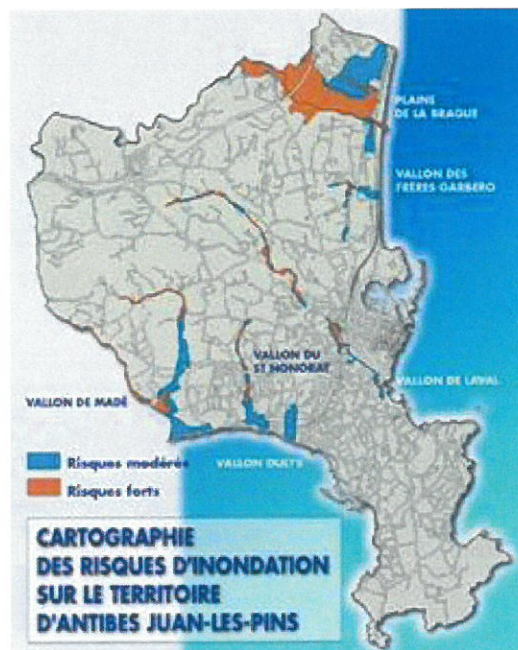
<http://www.antibes-juanlespins.com/environnement/gestion-des-inondations/gestion-de-crise-et-alerte-inondations>

ainsi qu'auprès des services municipaux, aux horaires d'ouverture des bureaux.

La mise en place d'un réseau de mesure des pluies et hauteurs d'eau avec télétransmission des données en temps réel a été mis en place et permet de gérer au plus près l'évènement.

Dans les périodes à risques, la Police Municipale assure le suivi des points sensibles depuis ses caméras de vidéo surveillance, et alerte le service de Protection Civile Urbaine dès les premières montées d'eau.

LES ZONES INONDABLES :



LA COMMUNE D'ANTIBES POSSEDE UN P.P.R INONDATION,

Etabli et mis en œuvre par la Protection Civile Urbaine.
Les interventions de terrain reposent notamment sur la mobilisation du personnel municipal d'astreinte.

Pour la mise en sécurité des voiries, des panneaux lumineux à diodes signalent les risques aux usagers ; les routes et accès exposés sont fermés.

Si la situation est particulièrement grave:

- le Préfet peut déclencher le Plan ORSEC, le Plan Rouge, le Plan d'Hébergement.
- L'Agence Régionale de Santé (A.R .S.) en liaison avec la Direction Santé Environnement et Développement Durable (D.S.E.D.D.) surveille la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine et assure les vaccinations éventuelles, si besoin.

Que fait la population?

Respecter la réglementation de circulation et de stationnement:

Lorsque le risque d'inondation se précise, il ne faut pas attendre que l'information vous parvienne directement. Il faut aller au devant d'elle.

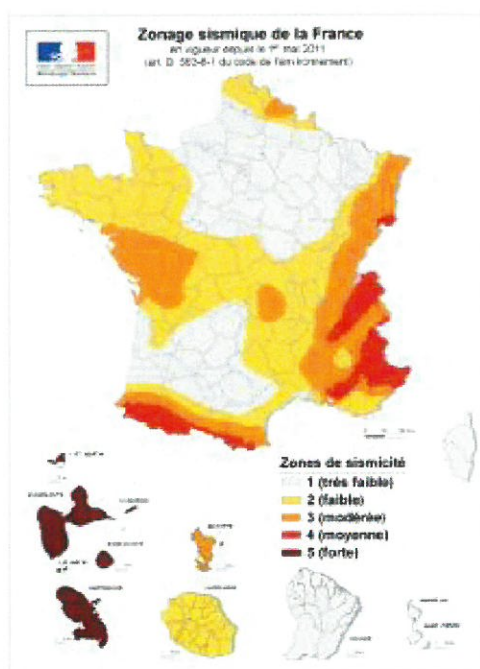
- 1- Ecouter la radio**
- 2- Couper l'électricité et le gaz, laisser le téléphone branché**
- 3- Rester dans les étages supérieurs des habitations**
- 4- Ne pas laisser les denrées périssables dans les zones inférieures**
- 5- Ne pas consommer l'eau de la distribution publique ou des puits particuliers sans l'avis des services compétents**
- 6- Si la montée des eaux est très importante, l'évacuation peut-être nécessaire sans attendre le dernier moment**
- 7- Se conformer aux directives de la Protection Civile Urbaine, des services techniques, des pompiers y compris en cas de mesures d'évacuation**
- 8- N'allez pas à pied ni en voiture dans les zones inondées**
- 9- Eloignez-vous des cours d'eau**
- 10- N'allez pas chercher vos enfants à l'école, ils y sont en sécurité**



LE RISQUE SISMIQUE



**LAVILLE D'ANTIBES EST SITUEE EN ZONE DE
SISMICITE MODEREE**



Comment est donnée l'alerte?

Le tremblement de terre se traduit par des vibrations du sol. Ces secousses peuvent induire des glissements de terrain, des crevasses dans le sol, des chutes de blocs de pierres.

Si la force du séisme est importante, on peut voir apparaître des fissurations de murs et cheminées, des chutes de tuiles, voire des effondrements de bâtiments. Elle durera de quelques secondes à quelques minutes.

Aucune méthode scientifique ne permet actuellement de prévoir de manière certaine le moment où surviendra un séisme. Il n'y a pas d'alerte possible. Il est donc important de connaître les consignes de sécurité.

Les services de secours ressentent les secousses sismiques en même temps que la population et lui viennent immédiatement en aide.

Que font les secours?

Pour un sinistre limité (effondrement d'immeuble par exemple) la mairie déclenche un plan d'intervention et active sa cellule des mesures d'urgence.

Dans le cas d'un sinistre plus général et de forte intensité le Préfet peut, si la situation l'exige, déclencher le Plan ORSEC, voir le plan ROUGE, et éventuellement le plan d'hébergement.

Il demande le concours des moyens de secours nationaux.

Les sapeurs pompiers installent un poste de commandement, un poste médical avancé et une chaîne médicale. Ils disposent d'équipes de reconnaissance, d'écoute, de sauvetage, déblaiement

L'évaluation des risques d'explosion consécutive à des fuites de gaz inflammable est réalisée par les services de Gaz de France et les services de secours.

L'Agence Régionale de Santé (A.R.S.) en liaison avec la Direction Santé Environnement et Développement Durable (D.S.E.D.D.)
, met en œuvre certains plans d'intervention d'urgence:

- * alerte du SAMU, SMUR
- * évaluation des effets sur l'alimentation en eau et l'assainissement et mesures palliatives
- * évaluation des risques de maladies contagieuses et mesures préventives.

Le coordinateur des services municipaux, coordonne les interventions des services techniques municipaux.

Les missions de forces de police sont les suivantes:

- Rappel et mobilisation des effectifs par la mise en pratique de fiche d'alerte.
- Définition et adaptation des missions en fonction des analyses des techniciens de la sécurité civile.
- Protection des biens privés et publics.

QUE FAIT LA POPULATION?

Pendant les premières secousses:

- **Garder son calme**
- Ne pas téléphoner.
- Evacuer immédiatement dès les premières secousses tout local susceptible d'effondrement.
- **Ne pas prendre l'ascenseur.**

Dans la rue:

S'éloigner des constructions le plus possible ou s'abriter sous un porche.

Dans un bâtiment:

S'abriter sous une table solide ou à l'angle d'un mur. S'éloigner des fenêtres et ne pas fumer.

Dans la voiture:

Y rester et s'éloigner de ce qui risque de tomber. La suspension peut entraîner un fort balancement, mais il n'y a pas de risque.

Après les premières secousses:

Si on se trouve à l'extérieur, ne pas entrer dans un bâtiment.

A l'intérieur, couper l'eau, le gaz, l'électricité. Ne récupérer que les objets de première nécessité et évacuer le bâtiment par les escaliers.

Prendre garde à toute chute éventuelle de matériaux (attention à la stabilité des structures)

S'éloigner des constructions et se diriger vers un endroit isolé dans le calme.

Ne pas téléphoner
Ecouter les Médias

En cas d'ensevelissement, se manifester en tapant contre les parois



LE RISQUE DE TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES

Les pollutions accidentelles, l'incendie, l'explosion et les fuites toxiques constituent les risques liés au transport des matières dangereuses.



**Equipe spécialisée de la Protection Civile d'Antibes
Intervention sur fuite de chlore**

QUE FONT LES SECOURS ?

La Municipalité active sa cellule des mesures d'urgences et son plan de secours
"transports de matières dangereuses"

NB : Si l'accident est particulièrement grave le Préfet déclenche le Plan orsec ou un plan d'urgence.

La Protection Civile Urbaine d'Antibes, dotée d'une cellule de reconnaissance et d'identification des risques chimiques et d'un groupement d'intervention radiologique procède à des mesures de détection, de protection des personnes et des biens et effectue des prélèvements d'échantillons qui seront analysés dans le laboratoire du service.

Les Sapeurs-Pompiers activent leurs cellules mobiles d'interventions chimiques ou radiologiques et mettent en place leurs moyens de secours aux victimes et leurs moyens de lutte contre les incendies si besoin.

Les forces de police mettent à disposition leurs effectifs pour réaliser les déviations de la circulation et faire respecter le périmètre de sécurité.

Le coordinateur municipal active éventuellement les services techniques.

L'Agence Régionale de Santé (A.R.S.) en liaison avec la Direction Santé Environnement et Développement Durable (D.S.E.D.D.) met en place une section hygiène du milieu et une section médicale dont les missions sont les suivantes:

- Evaluation de la situation sanitaire

- Participation à la coordination éventuelle des structures médicalisées (mise en pré-alerte du S.A.M.U)

QUE FAIT LA POPULATION?

- S'éloigner des environs de l'accident et de ne pas chercher à s'en approcher.
- En cas de feu sur les véhicules ou les réservoirs, s'éloigner d'au moins 300 mètres, le plus rapidement possible.
- En cas de risque toxique, procéder au confinement, c'est à dire s'enfermer dans un local clos en calfeutrant soigneusement les ouvertures, y compris les aérations, après avoir arrêté la ventilation, la climatisation et réduit le chauffage.
- Garder des linges humides afin de les appliquer sur le visage en cas de besoin.
- Ne pas fumer
- Eteindre toute flamme nue (allumette, bougie, gazinière, chauffage au gaz).
- Conserver près de soi une lampe de poche en cas de coupure d'électricité ou d'extinction des lumières.
- Suivre les consignes spécifiques des services de sécurité présents sur les lieux.

LE RISQUE INCENDIE

L'installation d'un détecteur de fumée, officiellement appelé détecteur avertisseur autonome de fumée (DAAF), est obligatoire dans tous les logements d'habitation. C'est ce qui résulte de la loi n° 2010-238 du 9 mars 2010 qui avait prévu de généraliser ce type de dispositif d'alerte incendie dans un délai de cinq ans.

LES PRECAUTIONS A PRENDRE

- Mettre les allumettes et les briquets hors de portée des enfants
- Ne pas conserver de produits inflammables (alcool, papiers, tissu) près d'une source de chaleur
- Vérifier le bon état de fonctionnement des extincteurs
- Prendre connaissance des instructions en cas d'incendie affichées dans votre immeuble ou sur votre lieu de travail.



Eteignez toujours votre cigarette avant de manipuler un produit inflammable.

APPELEZ LES SECOURS

- Prévenez les pompiers (18) ou (112) pour le portable
- Dans une entreprise ou lieu public, donnez l'alerte en respectant les instructions affichées.

ESSAYEZ D'ETEINDRE LE FEU :

- Evitez les appels d'air
- Si le feu touche une installation électrique, coupez d'abord le courant,
- Attaquez la base des flammes avec de l'eau ou un extincteur après avoir éloigné les objets susceptibles de propager l'incendie,
- Si un liquide brûle, étouffer le feu avec un linge mouillé,
- Si le feu est dans un récipient couvrez-le
- Si les vêtements d'une personne sont en feu couchez-la à terre, arrosez-la d'eau ou étouffez les flammes avec un tissu non synthétique **ne pas essayer de la déshabiller**

RESTER CONFINE :

- Si le feu ou la fumée est derrière votre porte, gardez la fermée en l'arrosant souvent et assurez un calfeutrage avec des chiffons mouillés
- Manifestez votre présence à une fenêtre

Dans un local enfumé, baissez-vous, l'air frais est près du sol



LE RISQUE FEUX DE FORET



LES PRECAUTIONS A PRENDRE

Arrêté 2014-453 sur la réglementation de l'emploi du feu en vue de prévenir les incendies de forêt dans le département des Alpes-Maritimes.

<http://www.alpes-maritimes.gouv.fr/content/download/9984/112021/file/Arr%C3%AAt%C3%A9%20du%2010%20juin%202014.pdf>

Exécuter vous à l'utilisation des extincteurs

Consignes à la population

AVANT

- Débroussailler les alentours
- N'allumer jamais le feu
- Ne jeter pas les cigarettes
- Éviter les cabanons et caravanes en bois
- Si vous êtes propriétaire d'une piscine, la rendre accessible aux engins de lutte

PENDANT

Si vous êtes témoin d'un départ de feu

- Informer les pompiers le plus vite et le plus précisément possible **(18)**
- Si possible, attaquer le feu
- Dans la nature vous éloigner dos au vent

Si vous êtes surpris par le front du feu:

- Respirer à travers un linge humide, à pied, rechercher un écran (rocher, mur, etc....)
- En voiture, ne pas sortir

Une maison bien protégée est le meilleur abri

- Fermer et arroser volets, portes et fenêtre
- Occulter les aérations avec des linges humides
- Rentrer les tuyaux d'arrosage
- Ouvrir le portail
- Fermer les bouteilles de gaz situées à l'extérieur et les éloigner si possible de la maison

APRES

- Eteindre les foyers résiduels
- Ne pas sortir de votre maison avant d'avoir revêtu une tenue adaptée aux circonstances:

-

Protéger parfaitement toutes les parties du corps (chaussures en cuir, gants, chapeau, vêtement en coton ou en laine)

- Utiliser votre tuyau d'arrosage, pour éteindre les parties de la maison encore fumantes
- Venir en aide aux voisins



LE RISQUE COUP DE MER



Sentier de Tirepoil

LES PRECAUTIONS A PRENDRE

Consignes à la population

AVANT

- Annuler vos sorties en mer

PENDANT

- Ne pas emprunter pas les passages littoraux
- Ne prenez pas la mer
- Ne pratiquez pas de sport nautique
- Si vous êtes en mer, ne revenez pas sur la côte



LE RISQUE NEIGE



Neige Antibes, le 17 janvier 2013
Intervention des moyens de la Protection Civile

Avant tout déplacement, il est recommandé :

- De s'informer sur l'évolution des conditions climatiques et de circulation auprès des services téléphoniques et télématiques d'informations routières de Météo-France.
- Il est prudent de différer vos déplacements par les routes non obligatoires.
- Opter pour les transports en commun (voie ferrée de préférence).

Pour l'utilisateur situé sur son lieu de travail, il est conseillé :

- Au moins de partir nettement plus tôt que l'heure prévisible de déclenchement de l'épisode neigeux.
- Au mieux de laisser son véhicule sur le lieu de travail et prendre les transports en commun.

Si vous êtes sur la route, il est demandé :

- D'écouter les radios donnant l'information routière
- D'adapter sa vitesse à l'état de la chaussée, de faciliter le passage des engins de traitement.
- De respecter les distances de sécurité entre les véhicules.

DECOUVERTE ENGIN EXPLOSIF OU OBJET SUSPECT



- Des bombes ou des munitions non explosées datant notamment des dernières guerres, présentent encore un danger si elles sont manipulées.
- Un paquet ou un objet suspect peut avoir été déposé par des terroristes.

Les bons réflexes :

- Eloignez-vous des lieux :
 - Demander aux passants de s'éloigner de l'objet suspect.
 - En cas d'évacuation, aidez les enfants, les personnes âgées et les handicapés à se déplacer.
- Prévenez les secours :
 - Demander à plusieurs personnes de prévenir la police (17), les pompiers (18)

Soyez responsable :

- Ne touchez pas l'objet
 - Un simple maniement pourrait le faire exploser

NUMEROS UTILES

Police : 17

Pompiers : 18 OU 112

SAMU : 15

Standard mairie d'Antibes : 04.92.90.50.00

Police Municipale : 04.92.90.50.50

Numéro Vert : 0800.10.20.00 (appel gratuit d'un poste fixe)

Protection Civile : 04.97.21.00.58

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 09/04/2018
Numéro : CC_2018_042
Nature : DE - Deliberations
Objet : Gestion de crise - Mise à disposition de personnels
Matière : 4.1 - Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : Q1xxfWJ

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 17/04/2018
Identifiant : 006-240600585-20180409-CC_2018_042-DE

Acte reçu

Date : 09/04/2018
Numéro interne : CC_2018_042
Code nature : 1
Code matière 1 : 4
Code matière 2 : 1
Objet : Gestion de crise - Mise à disposition de personnels
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 99_DE-006-240600585-20180409-CC_2018_042-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_DE-006-240600585-20180409-CC_2018_042-DE-1-1_2.PDF
99_DE-006-240600585-20180409-CC_2018_042-DE-1-1_3.PDF

N